

Le Point.fr - Publié le 16/08/2013 à 09:04

Comment la France surveille Internet

Le scandale Prism a mis en lumière les pratiques des États-Unis en matière d'espionnage. Quant à la France, elle produit elle-même des outils d'espionnage massif.



Photo d'illustration. © Sipa



Par JACQUES DUPLESSY

Paris, 16 avril 2004, Champs-Élysées. Un membre de la société Amesys-Bull transporte un petit boîtier qui passe inaperçu. Ce dernier crée une fausse borne de relais téléphonique GSM qui intercepte les téléphones mobiles "dans un rayon de 50 mètres à 2 kilomètres". Tous les numéros de portables présents sur la zone mais aussi les numéros appelés et les SMS sont enregistrés.

Laboratoire Lip6 du CNRS à l'université Pierre et Marie Curie, Paris. Un collaborateur (jamais identifié) installe à l'insu des chercheurs une "sonde" sur l'accès internet qui permet d'intercepter tous les courriers électroniques, de connaître les sites consultés ou d'enregistrer les conversations par Internet (Skype, par exemple).

Ces deux anecdotes, édifiantes, sont extraites d'une brochure commerciale de la société Amesys vantant l'efficacité du système Eagle et destinée à convaincre la Libye du colonel Kadhafi d'acheter cette technologie française pour espionner l'ensemble de sa population. Des exemples qui ont été visiblement convaincants puisque le système sera finalement vendu aux Libyens. Amesys n'a jamais été poursuivie par la justice française pour ces écoutes sauvages que l'article 226-15 du code pénal réprime d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. Comment l'expliquer ?

Espionnage made in France

Amesys-Bull est une société-clé du complexe militaro-industriel français. Elle joue un rôle essentiel dans le développement du système d'écoute made in France. Alors pas question d'être trop regardant sur ses pratiques. Il faut dire que l'enjeu de la surveillance d'Internet est immense. Objectif affiché haut et fort : la lutte antiterroriste. Mais elle s'avère un fourre-tout bien utile pour justifier des pratiques illégales comme l'a révélé Edward Snowden. Détournement de correspondance privée, surveillance de journalistes, espionnage politique et économique : tout devient possible avec les nouvelles technologies. Et la France n'est pas en reste. Elle dispose de son propre système de surveillance massif d'Internet. "Nous avons pu développer un important dispositif d'interception des flux internet", affirmait le 20 février le préfet Érar Corbin de Mangoux, alors directeur général de la sécurité extérieure (DGSE), lors de son audition par la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale.

Côté face, il y a les systèmes d'écoute officiels. La Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) peut se procurer, dans le cadre de la lutte antiterroriste, les factures détaillées de téléphone, mais aussi de connexion internet. Cela présente un peu plus de 200 000 demandes selon la Cnis (la

Commission nationale des interceptions de sécurité). Côté pile, il y a un système secret d'écoute français échappant en partie à tout cadre légal, géré par la Direction générale de la surveillance extérieure (DGSE) et la Direction du renseignement militaire (DRM). "Les autorités françaises arguent que les centres d'hébergement des sites [d'écoute, NDLR] sont, pour la plupart, basés à l'étranger, ce qui exonère la DGSE de répondre à la loi française", rapporte le journal *Le Monde*. Une affirmation qui fait bondir la députée Verte Isabelle Attard, très en pointe sur ces questions. "On a des Guantanamo français du renseignement. On collecte des données sur la vie privée hors cadre légal. C'est extrêmement choquant."

Des années de données stockées

Bernard Barbier, directeur technique de la DGSE, reconnaît quant à lui lors d'un colloque en 2010 "que les réseaux grand public sont la cible principale" de ses services et que la DGSE collecte des millions de mots de passe. "Nous stockons des années de méta-données : adresses IP, numéros de téléphone, qui appelle qui, à quelles heures... Et puis nous corrélons", ajoute-t-il. La France a fait de gros efforts pour entrer dans la "première division" des cyberespions. Quelque 1 100 employés de la DGSE (27 % de ses effectifs) et 700 de la DRM se consacrent au renseignement électronique.

Au coeur de la stratégie française, il y a aussi la maîtrise des technologies permettant d'intercepter les flux circulant sur Internet. Si le système américain Echelon d'écoute des satellites de communication a fait la une de la presse à la fin du siècle dernier, l'avenir est ailleurs et les révélations d'Edward Snowden sur le programme secret Prism le démontrent : les flux de communication passent désormais par des câbles (souvent sous-marins) qui constituent la colonne vertébrale d'Internet. Ces informations sont copiées puis stockées sur de gros serveurs. Ensuite, un moteur de recherche permet d'aller creuser sur ces immenses bases de données pour en faire ressortir une information pertinente.

Pour accéder aux informations, le plus simple est encore d'installer soi-même les câbles qui transportent les données, et les outils qui commandent le transfert des informations. La France est en pointe dans ce domaine où une stratégie industrielle a été décidée au plus haut niveau de l'État. Alcatel installe des câbles sous-marins et des routeurs qui font circuler les informations sur le réseau. En janvier, Fleur Pellerin soulignait au cours d'une interview le caractère unique du "savoir-faire d'Alcatel Submarine Networks", et insistait sur l'aspect "stratégique" de cette activité, notamment en matière de "cybersurveillance" et de "sécurité du territoire". Elle a annoncé que le Fonds stratégique d'investissement (FSI) public, qui "entre au capital d'entreprises dont les projets de croissance sont porteurs de compétitivité pour le pays", pourrait soutenir Alcatel Submarine Networks. Le FSI a déjà investi dans Amesys (Bull) et Qosmos, deux sociétés qui développent la technologie permettant d'espionner le trafic internet.

Systèmes vendus à la Libye, aux Émirats ou au Gabon

Mais la stratégie française ne s'arrête pas là. Amesys a vendu son système d'écoute globale Eagle à nombre de pays, parfois un peu fâchés avec les droits de l'homme : la Libye du colonel Kadhafi donc, mais aussi le Qatar, l'Arabie saoudite ou encore le Gabon. Avec un triple avantage : un gain financier pour nos exportations, mais surtout la possibilité de récupérer facilement tout ce que nos "clients" ont enregistré comme information, et enfin de délocaliser nos propres écoutes. Techniquement, rien n'est plus simple que de prévoir des "backdoor", des portes d'entrée dérobées, qui permettent de prendre la main sur ces machines et de les utiliser pour ses propres écoutes. D'autant que des agents du renseignement militaire accompagnent les techniciens d'Amesys lors de l'installation de ces machines. En utilisant le système installé en Libye ou au Qatar, les services français peuvent espionner quelqu'un n'importe où dans le monde, donc aussi en France, et ce hors de tout cadre légal.

"Amesys vend un système d'espionnage global à des pays qui l'utilisent contre leur propre population, s'insurge Isabelle Attard. J'ai interrogé le gouvernement pour que la vente de ce type de matériel soit réglementée et qu'il ne puisse plus être vendu à des régimes autoritaires." La ministre Fleur Pellerin a répondu que ces systèmes informatiques "n'entrent pas dans la catégorie des matériels de guerre ni dans celle des biens à double usage. Ils ne font donc pas l'objet, selon les réglementations française et européenne, d'un contrôle préalable à l'exportation. Ces matériels de communication, qui sont développés sur la base de produits du marché grand public et qui n'ont pas d'usage militaire, n'ont a priori pas vocation à faire partie de l'une des catégories d'équipements soumis à autorisation d'exportation." "On se fout de nous. Je ne connais pas de système en grande surface qui permette d'enregistrer l'intégralité des communications d'un pays", s'insurge Isabelle Attard. Le Premier ministre a cependant demandé qu'une réflexion soit menée en vue de soumettre éventuellement ces logiciels à des autorisations d'exportation. Une décision qui risque toutefois d'arriver trop tard.

Après le scandale libyen, Bull a vendu en 2012 l'activité Eagle à Stéphane Salies... qui était chargé de concevoir Eagle chez Amesys puis chez Bull. Pour l'occasion, Salies a monté Nexa Technologies (basé en France) et Advance Middle East Systems (basé à Dubaï), dont un acronyme possible est AMEsys. Les deux entreprises se sont partagé le marché : à Nexa, les outils de surveillance classiques des réseaux d'entreprise ; à Advance Middle East Systems, le Eagle, à l'échelle d'un pays. Ce système

sera donc vendu depuis Dubaï, loin de la législation française. Ouf ! On pourra continuer nos barbouzeries.

SOCIÉTÉ

RSS Société

Marseille : une fusillade fait deux blessés

Ikea rappelle des lits pour enfant

Jacques Vergès, l'homme aux mille vies

L'avocat Jacques Vergès est mort à l'âge de 88 ans

[Tous les articles - Société](#)

11 Commentaires

Ajouter un commentaire

el gaicho

le 16/08/2013 à 10:48

■ Signaler un contenu abusif

Black darkness

Entièrement d'accord avec toi, meme on peut rajouter, la crise faite par les banquiers, ils savaient et ne font rien, ils sont corrompu, et ne font rien contre.

écoeurée

le 16/08/2013 à 10:43

■ Signaler un contenu abusif

Bien sûr que l'on est

Espionné et si cela peut faire échouer des attentats ou autres nous sommes d'accord, et nos dirigeants devraient s'inspirer des commentaires sur tel ou tel sujet et voir ainsi l'opinion des français. Mais comment se fait-il que les fraudeurs de tous genres aux alloc. Fraude fiscale etc. Ne sont pas plus inquiétés.

juka

le 16/08/2013 à 10:27

■ Signaler un contenu abusif

Bon...

Ce qu'il va se passer c'est que beaucoup de gens vont boycotter toutes les nouvelles technologies y compris moi à un moment donné. On tombe dans le n'importe quoi et le gouvernement cautionne en racontant des bobards. Il est vrai que si on est si fort en terme de renseignements et d'espionnage... Pourquoi on ne démantèle pas les réseaux mafieux, trafiques en tout genre, merah effectivement pourquoi nous étions débordé avec un gamin de 20ans ? Bref je rigole...

Genma

le 16/08/2013 à 10:19

■ Signaler un contenu abusif

Le site http : //reflets. Info/

Le site http : //reflets. Info/ parle depuis des mois de ces outils de surveillance... Enfin un site d'un journal grand public qui fait un article sur le sujet. Merci.

black-darkness

le 16/08/2013 à 10:12

■ Signaler un contenu abusif

?

Une questions si comme vous dites c'est merveilleux d'espionner tous le monde on est en sécurité alors répondez moi, pourquoi :

- La traite d'humains n'est t'elle pas stoppé
- le trafic de drogues
- le trafic d'armes
- les évadés fiscaux
- les réseau pédophile
- euh merah il communiquait via des pigeons voyageurs ?

denisdéco

le 16/08/2013 à 09:54

■ Signaler un contenu abusif

Et alors...

Si le contraire s'était révélé et que la France se soit retrouvée en difficulté pour assurer la sécurité de ses citoyens, plus d'un auraient réclamé des explications pour une telle incompétence. Sans compter le coût en vies humaines.

La meilleure manière de tester l'armement est de le vendre à des belligérants potentiel, afin d'assurer notre sécurité. Comme la meilleure manière d'entraîner les troupes et de maintenir leur niveau de compétence est de les faire participer à des conflits hors des frontières nationales. Quant à la protection de la vie privée : il n'y a pas de volets aux fenêtres de la ville d'Amsterdam, sur le principe qu'il n'y a rien de répréhensible à cacher. Ceci s'applique ici aussi : qu'aurait à craindre les honnêtes gens ? Pour les journalistes : nous sommes en France, ici la presse est toujours au service d'intérêts particuliers, inavoués souvent, colorés politiquement toujours. Au fond sa liberté consiste surtout à choisir à qui elle va vendre ses services.

Les secrets économiques ? Ils sont tous des secrets de polichinelle, par contre les commissions occultes et les dessous de table intéressent tout le monde.

C'est vrai que tout cela pourrait basculer et tomber dans l'abus, aucune loi ne pourra l'empêcher. C'est notre condition d'apprenti-sorciers.

Qui a une meilleure réponse pour nous protéger des menaces crimino-terroristes ?

Lepoint-devue

le 16/08/2013 à 09:48

Ingénieux

■ Signaler un contenu abusif

Non seulement des pays rivaux ou carrément hostiles achètent français mais en plus ils se font espionner... Ne peuvent ils pas en faire de même du coup ?

rogerflieg

le 16/08/2013 à 09:45

■ Signaler un contenu abusif

Et alors ?

Moi je n'ai rien à cacher. Cela ne me dérange pas du tout qu'on "m'espionne"... Au contraire.

fraserve

le 16/08/2013 à 09:43

■ Signaler un contenu abusif

Tous ces gros paranos sont des enfants de chœur

Une charge de plastique autour d'un câble sous-marin et hop, plus d'Internet intercontinental. C'est clownesque de penser que l'espionnage est en pointe au niveau terrestre et cyber surveillance, que les technologies permettent de m'espionner dès que je pose un doigt sur mon clavier, par exemple en ce moment où j'écris mon texte, "salut les cops du Boulevard Mortier, ça va et vous, pas trop chaud, ah, c'est vrai, vous vivez dans des co-cons réfrigérés, moi, il fait beau à la plage, c'est pas trop dur de vivre comme ça dans vos bunkers à entendre vos unités centrales qui ronflent comme des mamies essoufflées", et de penser que les câbles sous-marins sont laissés en toute liberté sans surveillance sur des dizaines de milliers de kilomètres. On croit à une farce. J'imagine que les terroristes ont une coudée d'avance à ce sujet sur tous les surveillants généraux de la Terre. La France, une démocratie ? Dans les textes, même pas. Mais la technologie moderne, c'est comme un morceau de sucre au bord de tomber dans un bol de lait. Il tombe, plus rien ! Il suffit de couper l'électricité et la société revient à l'âge de pierre. L'électricité, contrairement à la terre et aux arbres, n'est pas un bien permanent et éternel. Ceux qui croient à la pérennité de leur civilisation technologique parce qu'ils peuvent espionner Paul, Pierre et Jacques se mettent eux-mêmes un olisbos dans leur séant. Ce sont de sales gamins qui vont se ramasser une raclée historique assez rapidement le jour où le chaos s'installe. C'est sûrement le Président qui pédalera la gégène à ce moment là, quand la France aura épuisé sa dernière goutte d'essence pour faire tourner les derniers serveurs. De toutes manières, le chaos électrique en place, il n'y a plus rien à espionner.

balao3906

le 16/08/2013 à 09:39

■ Signaler un contenu abusif

Vie privée !!

On se doutait bien que la vie privée n'est plus d'actualité et qu'il faut être très prudent dans nos commentaires comme dans la vie courante.

[Tous les commentaires](#)

Votre commentaire

Titre * :

Commentaire * :

2000 caractères restants

M'alerter lors de la publication de ma réaction

[Ajouter un commentaire](#)

[Voir les conditions d'utilisation](#)